



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 9ème législature

### Allocations

Question écrite n° 64533

#### Texte de la question

M Jean-Yves Cozan appelle l'attention de M le ministre de la défense sur les inconvénients, pour les militaires retraités, à l'arrêté du 17 juillet 1992 portant agrément de l'avenant no 9 du 17 avril 1992 au règlement annexe à la convention du 1er janvier 1990 relative à l'assurance chômage. Ces nouvelles dispositions stipulent que le cumul d'une pension militaire de retraite avec le revenu de remplacement que constitue l'allocation de chômage est interdit pendant la période de maintien des droits. Il s'agit là d'une atteinte portée aux droits sociaux de ces militaires qui, à un certain moment, ont servi l'Etat et se trouvent aujourd'hui dans l'obligation de rechercher un emploi pour faire vivre leur famille. Il lui demande en conséquence, s'il envisage d'intervenir auprès du ministre du travail et de l'emploi afin que ces dispositions soient revues.

#### Texte de la réponse

Reponse. - Les dispositions de l'arrêté du 17 juillet 1992 n'ont pas échappé au ministre de la défense qui, très rapidement, a pris contact avec le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle afin de l'informer des conséquences que ces nouvelles mesures sont susceptibles d'engendrer à l'égard des militaires retraités. Des discussions sont actuellement en cours entre ce ministère et les partenaires sociaux de l'UNEDIC afin de résoudre au mieux cette difficulté.

#### Données clés

**Auteur :** [M. Cozan Jean-Yves](#)

**Circonscription :** - Union du Centre

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 64533

**Rubrique :** Chômage : indemnisation

**Ministère interrogé :** défense

**Ministère attributaire :** défense

#### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 23 novembre 1992, page 5257